

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX
Déclaration 01/00117P

Site : www.cinquieme-zone.org
Mail :
cz.courrier@cinquieme-zone.org

3 janvier 2006
N°203

CINQUIÈME ZONE

ABONNEMENTS

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

LA POLITIQUE, LA VRAIE

Selon ce que constatent des mairies et la presse, il semble qu'un nombre relativement important d'habitants des quartiers, dont beaucoup de jeunes, se sont inscrits sur les listes électorales en décembre 2005. Plus que les années précédentes en tout cas.

L'appel en ce sens lancé par des associations comme Devoir de Mémoire et des personnalités ayant vécu dans des cités comme le chanteur Joey Starr, l'acteur Jamel Debbouze ou le footballeur Lilian Thuram, a relayé un mouvement vers les listes électorales correspondant probablement à une tendance plus profonde.

C'est d'abord la conséquence directe des émeutes de novembre dernier. En affrontant la police, une partie des jeunes des cités exprimaient leur rage et leur désespoir devant la situation qui leur est faite, les discriminations dont ils sont l'objet. Même si les moyens qu'ils employaient (l'incendie de voitures, de locaux et même d'écoles) et leur incapacité à formuler leurs objectifs ont largement stérilisé leur mouvement, leur révolte a tout de même abouti à placer la question des banlieues au centre de l'actualité.

D'une certaine façon, en s'inscrivant sur les listes électorales, les jeunes tirent la leçon de novembre 2005 : la situation des cités n'évoluera favorablement que si leurs habitants sont capables de se faire entendre sur le plan politique. On ne peut pas, tout à la fois se plaindre de ce que les cités soient laissées à l'abandon, que le chômage dure depuis des dizaines d'années, que les jeunes ne se voient pas d'avenir, etc... et en même temps se désintéresser totalement de la gestion des affaires de la ville, du pays et du monde. Qu'on le veuille ou non, on vit dans une société et le sort de chacun dépend de la façon dont elle est organisée et fonctionne. La prochaine fois, dans les cités, on ira voter, et c'est tant mieux.

Pourtant, l'inscription sur les listes électorales, même massive, d'habitants des quartiers ne résoudra évidemment pas tout à elle seule. D'abord parce que pour exprimer valablement son opinion dans une élection... il faut au minimum que certains candidats expriment ce que leurs électeurs ressen-

tent. Or, la politique conduite par tous les partis qui se sont succédé au gouvernement depuis 25 ans est justement celle qui a appauvri des générations entières et les a dégoûtés d'aller voter...

Localement, on peut trouver des équipes municipales désireuses de bien faire, tentant d'améliorer la vie de leurs concitoyens et essayant d'aider les quartiers en difficulté. Mais ils sont aussi ceux qui manquent le plus de moyens : les municipalités ont des budgets limités et une fois réglées les dépenses incompressibles (fonctionnement des services municipaux, voirie, écoles, etc...), il ne reste souvent pas grand chose pour développer des projets un peu ambitieux. De plus, la plupart des questions, le chômage, les créations d'emploi, le niveau des salaires, l'organisation de la société, ne peuvent trouver de réponse à l'échelle d'une ville et, pour certaines d'entre elles, pas même au niveau d'un pays.

C'est dire que si le regain d'intérêt pour les affaires publiques que semble refléter l'inscription de nombreux jeunes sur les listes électorales est un véritable espoir, il ne permettra de faire évoluer vraiment la situation dans le bon sens que si les jeunes (et les moins jeunes) sont décidés à n'être plus seulement ceux dont tout le monde parle mais prendre eux-mêmes la parole et à devenir des acteurs de la vie sociale et politique, à faire entendre leur voix et à agir, au moment des élections, certes, mais aussi tous les autres jours et sur toutes les questions. Bref, à prendre leur sort en main.

D'une certaine façon, et même si ce n'est qu'un exemple limité, ce qui s'est passé à Strasbourg et dans quelques autres villes la nuit du nouvel an où des adultes et des jeunes ont patrouillé toute la nuit pour discuter avec les groupes de jeunes tentés de brûler des voitures est une sorte de préfiguration de ce qu'il faudrait faire. Discuter, donner des idées et des perspectives, convaincre, montrer que des solutions sont possibles et commencer à les mettre en œuvre. Bref, faire de la politique, de la vraie... A ce compte, tous les espoirs seraient permis !

2006 COMMENCE, MEILLEURS VOEUX !

Il faut croire que personne n'est prêt à les exaucer ... Plus les années passent et plus la misère prospère sous toutes les formes.

Ouverts il y a 20 ans, les Restos du cœur devaient être un outil pour combattre la pauvreté : aujourd'hui les SDF sont 10 fois plus nombreux qu'à l'époque alors que dans le même temps la production de marchandises a pratiquement augmenté de 50%. Mais cette production ne sert qu'à enrichir tous ceux qui détiennent les moyens de production : les capitalistes.

Leur représentant le plus remarquable, Bill Gates (patron de Microsoft), détient personnellement plus de 50 milliards de dollars. Ce montant ne peut pas être conçu mentalement : c'est la surface totale de Paris couverte de billets de 5 dollars. C'est toucher chaque mois durant toute sa vie le montant ahurissant de l'euro-million ou encore pendant près de cinq siècles les deux gros lots hebdomadaires du loto. Mais surtout, ce montant réinvesti par les banques permet de faire grandir indéfiniment cette montagne d'argent en exploitant des centaines de milliers de salariés.

Alors on comprend mieux les états d'âme de Bill Gates : il ne veut plus voir la misère sordide que lui et ses collègues milliardaires engendrent en accaparant toutes les richesses du monde. Bill Gates a créé une fondation caritative dans laquelle il mobilise une partie de ses milliards, notamment pour lutter contre la malaria et les autres maladies tropicales. Malheureusement, malgré l'énormité des montants qu'il y consacre, rien ne changera fondamentalement. Notre société est assise sur le profit individuel dont la règle est de déshabiller tous les Paul et tous les Abdel (et tous ceux qu'on peut) pour n'habiller que le seul Bill. Alors quand Bill s'intéresse à la misère des pays ruinés par les droits, brevets et rentes qu'ils doivent payer pour survivre, il ne restitue pas le centième de ce qu'il leur prend.

Il vaut mieux prévenir que guérir. Seule l'abolition de la société du profit permettra que tous les maux qu'elle engendre disparaissent.

LA DETTE PUBLIQUE EXPLIQUEE AUX DEBUTANTS EN ECONOMIE LIBERALE

Il y a peu, la dette du pays a fait les gros titres des journaux télévisés. Le Ministre des Finances venait d'annoncer que la "dette de la France" était de 1.100 milliards d'euros.

Devant sa mine étonnée, on aurait presque pu croire qu'il venait de retrouver dans son bureau un post-it sur lequel le ministre précédent avait écrit, "*au fait, j'ai oublié de te dire mais on doit plein de thunes*"...

1.100 milliards d'euros, évidemment c'est une somme. Au point d'ailleurs que personne n'imagine ce que cela représente (les journalistes d'ailleurs mélangent allègrement, millions, milliards, etc.). En gros c'est ce que produisent tous les travailleurs de ce pays en 8 mois. C'est beaucoup mais guère plus que dans les autres pays européens, c'est un peu comme une dette de 12.000 euros pour une famille gagnant 1500 euros par mois et qui aurait acheté à crédit une voiture neuve.

En réalité, ce montant n'a guère d'importance car le seul but de cette annonce est de préparer la population au discours ambiant "*Le pays est fauché, il faut diminuer les dépenses sociales, diminuer le nombre de fonctionnaires*" ou bien "*on doit absolument privatiser les entreprises d'Etat pour récupérer un peu de monnaie*" et enfin et surtout "*serrez-vous la ceinture*".

Le ministre des finances n'a pas hésité à dire "*la France vit au dessus de ses moyens*". Venant d'un ancien PDG de France-Télécoms et multimillionnaire en stock-options qui s'adresse à 5 millions de pauvres et autant de smicards, c'est un peu gros.

Mais alors d'où vient cette "dette": depuis plus de 20 ans, les dépenses de l'Etat sont supérieures aux recettes...

L'Etat aurait-il augmenté ses dépenses en construisant trop de logements sociaux, d'écoles, de routes, d'hôpitaux ? Non pas du tout, il a simplement diminué ses recettes de près de 10 %...

Chaque diminution des impôts des plus riches ou de l'impôt sur les bénéfices (passé de 60 % à 33 %) met le budget en déficit. L'Etat est alors obligé d'emprunter... à qui ? Aux banques. Et qui possède l'argent détenu par les banques ? Ceux qui y ont placé l'argent qu'ils n'ont pas donné aux impôts.

C'est bien un double ou triple cadeau que font depuis plus de 20 ans les gouvernements aux grands bourgeois de ce pays.

Recevoir un cadeau fiscal, c'est autrement plus classe que de faire la queue dans un tabac crado et enfumé pour jouer au loto et au moins ça rapporte gros...

Pour finir l'année en beauté, juste le dernier exemple : le "déplafonnement" des baisses d'impôts (= une hausse de la baisse) c'est 450 millions d'euros pour 6000 ménages, soit 75.000 euros par famille. Bonne année...

POUR RECEVOIR CINQUIEME ZONE ABONNEZ-VOUS

Deux carnets de timbres à Cinquième zone

11 rue Salvador Allende

92220 BAGNEUX